



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 30/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELIFRANCE SA

ZA de la gare
56690 Landévant

Références : CG/FD/É/2023-180
Code AIOT : 0055601358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement DELIFRANCE SA implanté ZA de la gare - 56690 Landévant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 27/04/2023 s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing visant à s'assurer que l'exploitant qui détient des produits dangereux tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux présents avec un plan général des stockages, éléments qui seront utiles notamment pour les SDIS en cas d'accident ou d'incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELIFRANCE SA
- ZA de la gare - 56690 Landévant
- Code AIOT : 0055601358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Délifrance à Landévant est spécialisée dans la fabrication de denrées alimentaires sucrées et salées d'origine végétale et animale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------|---|---|-------------------|
| 1 | REGISTRE PRODUITS DANGEREUX | Arrêté Préfectoral du 31/05/2007, article 8-6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le tableau présenté par l'exploitant concernant la nature et les quantités de produits dangereux doit être amélioré pour plus de visibilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REGISTRE PRODUITS DANGEREUX

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2007, article 8-6 |
| Thème(s) : Produits chimiques, information sur les produits |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. À l'intérieur de l'établissement les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger. |
| Constats : L'exploitant dispose d'un fichier identifiant les produits dangereux utilisés à savoir les produits de nettoyage et les produits de process. Le fichier présenté est un suivi de consommation. Le fichier comptabilise des kg, des litres et des nombres de fûts. Ainsi il n'est pas possible de savoir les quantités de produits réellement stockées. Les fûts et les réservoirs sont identifiés et portent le nom des produits et les symboles de danger associés. |
| Observations : L'inspection invite l'exploitant à modifier ou compléter son tableau afin de connaître la quantité de produits réellement stockée, information se révélant très utile en cas d'intervention du DSIS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

